

Cette petite composition porte la signature suivante:

«James Coutts».

* * *

LA SANTÉ

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'INTERDIRE L'UTILISATION DE L'ALUMINIUM DANS LA FABRICATION DE CONTENANTS D'ALIMENTS ET DE BOISSONS

M. Gus Mitges (Grey-Simcoe): Monsieur le Président, l'une des maladies mortelles les plus insidieuses pour les personnes âgées au Canada et ailleurs dans le monde est la maladie d'Alzheimer qui s'attaque à cette partie du cerveau abritant la mémoire et la raison. Au Canada, plus de 300,000 personnes en sont atteintes, ce qui représente la quatrième cause de décès chez les personnes âgées.

La maladie d'Alzheimer est une sclérose, ou durcissement, des vaisseaux sanguins conduisant au cerveau qui empêche un apport suffisant d'oxygène au cerveau. L'une des constatations d'un programme de recherche permanent sur la maladie d'Alzheimer est la présence de taux élevés d'aluminium dans le cerveau des personnes affectées.

Les contenants alimentaires et les ustensiles de cuisine en aluminium constituent une source commune. Étant donné que cette maladie peut prendre 20 ans avant de se manifester, monsieur le Président, il faudrait examiner sérieusement la question de l'utilisation de l'aluminium dans ce domaine, car ce pourrait être la cause de la maladie d'Alzheimer.

De récents articles de presse en Ontario laissent entendre que l'on a autorisé les fabricants de boissons à utiliser l'aluminium pour remplacer les contenants traditionnels en fer blanc. J'estime que c'est là une grave erreur qu'il conviendrait de rectifier. Par conséquent, monsieur le Président, je demande au gouvernement et au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social de prendre des mesures pour empêcher l'emploi de l'aluminium dans la fabrication des contenants d'aliments et de boissons ainsi que des ustensiles de cuisine. Une telle mesure réduirait considérablement les risques de cette épouvantable maladie qui rend invalides tant de Canadiens.

* * *

LE DÉSARMEMENT

ON CONDAMNE LA COURSE AUX ARMEMENTS

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, il y a tout lieu de féliciter les citoyennes de Greenham Common, en Angleterre. La veille de deux ans et demi qu'elles ont organisée pour protester contre les missiles de croisière a passablement contribué à éveiller la conscience du public à l'égard de la question. Ces Anglaises auxquelles se sont joints des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont créé un mouvement en faveur de la paix que les gouvernements et les hommes politiques ne sauraient ignorer.

Au Canada, tous les sondages révèlent que la course aux armements est une question prépondérante. Partout, les gens dénoncent la folie de deux camps qui s'opposent. Ainsi, à titre d'exemple, monsieur le Président, si une bombe atomique de la taille de celle qui a frappé Hiroshima il y a quelque 39 ans avait été lancé sur une ville différente et ce tous les jours depuis cette sombre époque, nous n'aurions aujourd'hui épuisé qu'environ un centième de notre arsenal d'armes explosives.

Article 21 du Règlement

C'est de la pure folie! Et pourtant, nous ne faisons pas mine de vouloir y mettre un terme.

Les dépenses en armement de tous les pays réunis s'élèveront à près d'un billion de dollars. Il n'est donc guère étonnant que les taux d'intérêt soient aussi élevés et que des douzaines de pays soient menacés de faillite. La course aux armements, à l'instar d'un trou noir dans l'espace, engloutit des capitaux qui se font rares, et la planète n'a jamais été aussi sérieusement menacée d'extinction par explosion nucléaire.

Le Canada participe à cette folie. Malgré les efforts louables déployés récemment par le premier ministre (M. Trudeau), nous persistons à collaborer à la mise au point et à la fabrication de nouveaux instruments de destruction de masse. Nous continuons à faire l'essai des missiles de croisière et à ratifier des accords secrets pour procéder à l'essai d'autres armes.

Sur qui notre plus grand espoir de mettre fin à cette aberration repose-t-il, monsieur le Président? Sur la population, monsieur le Président. Nous comptons sur les hommes et les femmes de la rue qui, après avoir été accusés à tort de manifester des tendances de gauche, après avoir surmonté leur désespoir et le cynisme des autres, descendront dans la rue, signifieront des pétitions et feront clairement comprendre à leurs gouvernements respectifs et à leurs responsables politiques que cette démenche doit à tout prix cesser, avant que nous ne soyons tous détruits.

M. le Président: Le temps imparti au député est écoulé.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE NICARAGUA—ON DEMANDE UNE RÉVISION DE LA POLITIQUE D'AIDE

M. Ron Stewart (Simcoe-Sud): Monsieur le Président, le 17 mars, le député de Labelle (M. Dupras) a déclaré à la Conférence internationale sur l'Amérique latine que, dans le cadre de ses rapports avec le Nicaragua, le gouvernement canadien ne se laissait pas «hypnotiser» par le spectre de la «menace communiste». Le député devrait prendre bonne note des observations de John Fryer, le président socialiste du Syndicat national de la fonction publique provinciale qui revient tout juste du Nicaragua. M. Fryer est allé là-bas assister à une conférence sur la paix parrainée par le World Federation of Trade Unions, organisation composée surtout de syndicats à tendance communiste.

Un représentant du gouvernement Sandiniste a déclaré à M. Fryer: «Nous sommes Marxistes-Léninistes et nous avons pour but de créer une société marxiste-léniniste». M. Fryer a remarqué que Cuba exerçait une très forte influence. Il a déclaré que les Sandinistes étaient sur le point de former une dictature de gauche peu soucieuse de créer une société pluraliste. Même s'il est lui-même socialiste, il a dû obtenir l'autorisation des Cubains pour visiter les quais. Les Cubains sont-ils communistes? Le réponse n'est-elle pas évidente?

Au Nicaragua, les syndicats non-gouvernementaux sont interdits et se font harceler comme le mouvement Solidarité en Pologne. M. Fryer recommande aux Syndicats canadiens de mettre sur pied des projets d'aide visant à former des syndicats démocratiques. Il est revenu de ses illusions. Je crois que l'aide du gouvernement canadien pourrait être accordée sur les mêmes bases. J'exhorte le gouvernement à réviser sa politique et à ne plus accorder d'aide aux dictatures qui ne s'intéressent